

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Les petites phrases de la semaine

Rassemblées par Y.F.I

Ali Bongo Ondimba, président de la République :

"Certes, la qualité de nos plateaux techniques et de la prise en charge n'a cessé de s'améliorer tout au long de cette bataille. Mais pour vaincre à nouveau le virus, ils ont besoin de vous. Chacune et chacun a un rôle déterminant à jouer. C'est pourquoi j'en appelle à votre sens de la responsabilité et de la solidarité".

Rose Christiane Ossouka Raponda, Première ministre :

"Le Covid-19 n'est pas un mythe, mais une réalité".

Lambert-Noël Matha, ministre d'État, ministre de l'Intérieur :

"Toute personne souhaitant effectuer un déplacement au départ du Grand Libreville devra présenter un test Covid négatif et bénéficier d'une dérogation spéciale issue des ministères de la Défense nationale et de l'Intérieur".

Guy-Patrick Obiang-Ndong, ministre de la Santé :

"Si on a pu circonscrire la pandémie durant la première vague, c'est grâce au respect des gestes barrières et celles-ci doivent être maintenues aujourd'hui pour contenir cette seconde vague".

Patrick Daouda-Mouguiama, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Transfert de technologies, de l'Éducation nationale chargé de la Formation civique :

"Il va falloir revoir les emplois du temps. L'objectif est d'étaler les sorties des élèves et d'éviter les at-troisements devant les différentes écoles, lycées et collèges. C'est aussi une manière de permettre aux élèves et leurs parents de vite trouver un moyen de transport".

Brice Paillat, ministre délégué auprès du ministre des Transports, de l'Équipement, des Infrastructures et de l'Habitat :

"Les vols internationaux connaîtront désormais une fréquence de deux vols par semaine et par compagnie aérienne".

Emmanuel Ondo Methogo, sénateur du siège unique de Bitam :

"(...) Il y a eu des cas d'indiscipline. Des conseillers du PDG ont voté contre le candidat de leur propre parti. Nous les connaissons et le parti va s'en charger au moment opportun".

CLR : Nicole Asselé favorable aux dernières mesures gouvernementales

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

NOUVEAU tour de vis dans la lutte contre le "tueur invisible", le Covid-19, avec notamment le couvre-feu ramené de 18 heures à 5 heures du matin depuis le week-end. Dans la même foulée, le gouvernement a pris une panoplie de mesures drastiques. Objectif : en découdre avec l'actuelle pandémie mondiale dont la seconde vague frappe de plein fouet le Gabon.

Un durcissement annoncé, peu avant et de façon sibylline par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, durant sa dernière adresse à la nation. En pareille période de crise sanitaire et économique, bien évidemment, la classe politique ne demeure pas aphone. C'est le cas de Nicole Asselé, déléguée générale du Centre des libéraux réformateurs (CLR). Laquelle, sur sa page Facebook, a livré son sentiment sur les dernières mesures gouvernementales. "Je perçois beaucoup de grincements de dents à la suite de l'annonce du gouvernement portant resserrement



Le délégué général du CLR soutient pleinement les dernières mesures gouvernementales.

des mesures de lutte contre la Covid-19, dans le Grand Libreville notamment. Autant je peux comprendre ces frustrations et déplorer ces restrictions des libertés individuelles, autant je fais mien, l'appel du président de la République à notre sens élevé de responsabilité et de civisme", a déclaré la deuxième personnalité du parti du général à la retraite

Jean-Boniface Asselé.

Non sans fustiger la deuxième vague de contaminations communautaires. "Je suis particulièrement interpellée et préoccupée par autant de décès parmi nous, directement ou indirectement liés à différents variants, vicieux et encore plus pernicieux, du virus de la COVID-19 qui ne cesse de muter. Ne ménageons

aucun sacrifice nécessaire à la survie de l'espèce humaine dans ce village planétaire. Et le Gabon, notre cher et beau pays, avec". Et cette dernière d'appeler ses "camarades" à la vigilance et au respect des récentes mesures gouvernementales. "J'engage le CLR à suivre et à respecter scrupuleusement les consignes gouvernementales", a-t-elle conclu.

La Semaine

Méthode à revoir

COMME annoncé à la mi-décembre 2020, votre chronique est restée absente pendant près de deux mois. Pour certains l'attente a été longue. Pour d'autres, le temps est vite passé. Pour notre part, nous remercions les uns et les autres pour leur compréhension et leur indulgence. Ceci étant, nous revoilà pour un nouveau départ.

Et on ne pouvait pas imaginer meilleur retour que lorsque l'actualité est riche comme c'est le cas ces derniers temps. Avec la pandémie de Covid-19 qui a repris à susciter des inquiétudes dans notre pays avec une remontée des contaminations. Une situation qui a inspiré au chef de l'État une adresse à la nation. Occasion pour lui de préparer l'opinion quant au renforcement des restrictions relatives à la lutte contre cette pandémie au Gabon. Et le lendemain de sa sortie, le gouvernement, à la faveur d'une conférence de presse, est

venu dévoiler lesdites mesures. À cela, il faut ajouter le débat suscité au niveau de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur, autour de l'orientation de certains bacheliers de l'année académique 2019-2020...

Sur la sortie de la Première ministre et son gouvernement, d'aucuns auront compris la situation inconfortable dans laquelle se trouvent les pouvoirs publics qui font face à une sorte de dilemme aujourd'hui : lutter vigoureusement contre le Covid-19 et relancer l'économie déjà affectée par cette pandémie. Ossouka-Raponda et les siens ont tenté, à leur manière, de trouver le juste milieu. Toutefois, on peut trouver à redire, surtout s'agissant de la prévision dans les écoles et autres universités. Le patron de ces secteurs aura été le moins convaincant de tous.

Sur les orientations des nouveaux bacheliers, on soulignera que selon la loi, les bache-

liers "les plus âgés" sont orientés vers les formations aux métiers d'enseignants du préprimaire, du primaire et du secondaire, ainsi que ceux de formateur dans les centres de formation professionnelle et dans les métiers des niveaux DUT, brevet de technicien supérieur ou licence professionnelle...

D'où l'étonnement, à juste titre, des étudiants remis à la disposition de l'Office national de l'Emploi (ONE). Dans ce débat, il faut surtout voir cette maladresse qui caractérise le gouvernement dans sa manière de mener les réformes. Parfois le gouvernement semble ignorer que les réformes réussies sont celles qui ont été bien expliquées en amont. Donnant l'impression de toujours foncer à tout prix. Une méthode plutôt déplorable à tous points de vue.

ONDOUBA'NTSIBAH